



# LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R

Organisation des Travailleurs Révolutionnaires

(Union Communiste Internationaliste)

Contre le pouvoir des riches et des possédants, quelle que soit l'étiquette politique du gouvernement qui les représente.

Contre les bandes armées légales ou illégales, toutes hostiles aux classes exploitées.

Pour le pouvoir démocratique des travailleurs des villes, des campagnes et des paysans pauvres.

Pour le contrôle de la production, du grand commerce, des terres et des banques par les ouvriers et les paysans pauvres et pour la répartition égalitaire des biens entre tous.

Pour le combat contre l'impérialisme par la lutte de classe des prolétaires.

Pour un parti mondial de la révolution socialiste.



« An nou konte sou fòs nou »

6 sept. 2024

N° 318

Prix: 25 gourdes

## EDITORIAL

# SEULES NOS LUTTES PEUVENT NOUS LIBÉRER



Forts des derniers matériels de combat reçus des États-Unis, le chef du gouvernement, Gary Conille et le directeur de la Police Nationale, Normil Rameau ont lancé une opération de déguerpissement dans le fief de l'une des bases du groupe criminel « Viv Ansanm » au Bel-Air, au Bas de Delmas et à Solino. Une attitude offensive qui contraste avec celle observée depuis plusieurs années où la Police se contentait de capituler au premier coup de fusil des bandits.

Après les critiques acerbes formulées à l'encontre des États-Unis pour les faibles moyens mis à la disposition du gouvernement et de la Mission Multinationale de Soutien à la Sécurité dans les luttes contre les gangs, de nouveaux blindés et autres matériels de combat sont arrivés à Port-au-Prince. C'est un Premier ministre revigoré et optimiste qui, à la manière d'un chef de guerre, a salué le début de ces opérations qui visent, selon ses propos, à déguerpier les gangs maison après maison, quartier après quartier, ville après ville.

Six jours après, la population ne sait pas grand-chose sur le déroulement de ces combats. Le gouvernement communique peu. Sur les réseaux sociaux, les gangs font circuler des informations tendant à faire croire qu'ils sont encore maîtres de la situation quand d'autres informations disent le contraire.

Dans le quartier de Solino soumis à la pression de ce gang, on rapporte aussi la sympathie de certains habitants avec les policiers.

On est toutefois loin de l'onde de choc du 24 avril 2023 qui a réveillé la conscience d'une partie des masses populaires de Port-au-Prince et d'autres villes. La capture et la mise hors d'état de nuire d'une douzaine de forcenés avaient lancé

l'opération « Bwa kale ». Mobilisée avec tout ce qu'elle avait à sa portée et secondée par des policiers de ses quartiers, la population avait rapidement mis les gangs en déroute. Ces derniers fuyaient dans tous les sens, abandonnant au passage leurs armes.

Le temps passe. Les gangs ont refait surface avec la complicité de l'élite, des politiciens, et de la Police. Aujourd'hui, ils sont peut-être plus nombreux, mieux armés, mieux organisés et plus expérimentés. Mais à l'échelle des masses populaires, ils ne sont qu'une minorité. Leur force est liée au manque d'initiatives de la population.

Si le besoin des masses populaires d'en finir avec la violence des gangs peut coïncider avec les discours actuels de la Police et du gouvernement, il serait enfantin de faire confiance à ces dirigeants. Soumis aux influences de toutes sortes, infiltrés et gangrénés, ils ont maintes fois démontré qu'ils n'ont ni la volonté ni les moyens de vaincre les malfrats.

Des luttes contre les gangs, les masses populaires doivent y prendre part de façon autonome en ayant leur propre plan, en sachant que ce sont elles qui seront les plus déterminées à aller jusqu'au bou ; le déchoukage de tous les exploiters criminels petits ou gros. ■

## SOMMAIRE

### Editorial

- ⇒ Page 1
  - Seules nos luttes peuvent nous libérer

### Leur société

- ⇒ Page 2
  - Haïti : un État gangstérisé au service des plus riches
  - Solino : la population vit au rythme des attaques des bandes criminelles
  - Les petites filles des quartiers populaires grandes victimes des gangs
- ⇒ Page 3
  - Aggravation de la situation sanitaire des plus pauvres
  - État des routes : Une catastrophe
  - Le gouvernement propose, les gangs disposent
  - Les travailleurs ne mangent pas à leur faim
- ⇒ Page 4
  - Des frais scolaires payés au prorata des heures des cours dispensés

### Dans les entreprises

- ⇒ Page 4
  - PAWOL TRAVAYE  
Se nan batay nap chanje sitiyaasyon nou !
  - Échos des entreprises

### Nous contacter

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

vdtravailleurs@yahoo.fr

B.P 2074, Port-au-Prince, Haïti

Tel : (509) 37 40 02 23

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale: 89-12-308



## HAÏTI : UN ÉTAT GANGSTÉRISÉ AU SERVICE DES PLUS RICHES

En l'espace d'un cillement, de petits délinquants des quartiers populaires sont parvenus à se mettre dans la peau de grands bandits. Se dotant d'organisations criminelles efficaces, ils sont parvenus à terroriser les classes populaires tout en reléguant les élites au rang de girouettes. Mais ces énergumènes ne sont en fait que des exécuteurs de basses œuvres, des criminels, des assassins qui massacrent les classes populaires pour leur compte personnel certes, mais surtout pour le compte des plus riches.

La montée en puissance des bandes criminelles s'est faite en complicité avec les plus hautes autorités du pays. Les principaux gangs qui occupent le département de l'Ouest ont pris naissance au cœur du pouvoir dans la capitale près du Palais national, lieu de résidence officielle du Président, près du Palais de justice, du local du grand Quartier Général de l'Armée au Champ-de-Mars, etc.

Les autorités leur ont facilité la tâche en les approvisionnant en armes directement ou indirectement, en fermant les yeux, par les ports, par les frontières terrestres avec la République dominicaine, par mer et même par les lignes aériennes. Véritables pourvoyeuses d'argent facile, les liaisons avec les gangs rapportent beaucoup. De nombreux hauts fonctionnaires de l'administration publique, ministres, directeurs généraux, parlementaires, des prélats, des pasteurs, des ingénieurs haïtiens ou étrangers se sont mis à leur service. La principale force de sécurité, la police, est neutralisée par la participation de nombreux hauts gradés à ces activités. L'approvisionnement en munitions des gangs est assuré par de nombreux policiers

dont certains ont été pris en flagrant délit.

Le climat de peur et de violence installé, la corruption à grande échelle au niveau de l'État, de la classe politique, fleurit. Les grands commerçants, ceux qui continuent, organisent le marché noir pour augmenter les prix, les patrons licencient à tour de bras sans indemniser les travailleurs. Outre le chômage grandissant, les conditions de travail se dégradent sans risque de se confronter à la colère des travailleurs. C'est tout l'État, toute la classe riche qui se gangstérise au détriment de l'immense majorité de la population.

Cette gangstérisation de l'État ne date pas d'aujourd'hui. Elle a débuté dès 1492 avec l'arrivée de Christophe Colomb et de ses sbires en Amérique. En moins d'un quart de siècle, la population autochtone, entre 600.000 et un million, a été littéralement massacrée, les richesses naturelles emportées en Europe. L'île d'Haïti fut séparée en deux parties par le traité de Ryswick en 1697, la bourgeoisie montante de la France y a installé l'esclavage pendant plus d'un siècle avec des Noirs extirpés d'Afrique dans la partie occidentale, aujourd'hui la République d'Haïti. La révolte

des esclaves pour arracher leur liberté en 1794 et l'indépendance d'Haïti en 1804 n'ont pas mis fin à l'exploitation de la population.

Après l'indépendance, c'est avec la complicité de la nouvelle élite haïtienne que des puissances impérialistes dont la France, l'Angleterre, l'Allemagne et surtout les États-Unis, ont continué à piller les richesses naturelles et la main d'œuvre de la classe ouvrière par toutes sortes d'artifices. Le paiement de la dette exigée par le gouvernement français et l'occupation américaine pendant 19 ans, de 1915 à 1934 sont parmi les exemples les plus marquants de la mainmise du capitalisme sur le pays.

La dictature des gangs criminels est à mettre dans la longue série d'exploitation, d'extorsion de richesses, du vol du surtravail des classes laborieuses de la bourgeoisie et consorts. Pour s'en sortir, les masses populaires d'aujourd'hui peuvent s'inspirer de ce que les esclaves ont fait, et plus près de nous, de ce que la classe ouvrière de la Russie a fait en octobre 1917 : Elle s'est débarrassée de tous les exploiters et elle a pris le pouvoir. ■

## SOLINO : VIVRE AU RYTHME DES ATTAQUES DES GANGS

Lundi 19 août dernier, les habitants de Solino, ont manifesté pour exprimer leur exaspération face à la violence des gangs. Ce quartier situé entre Port-au-Prince et bas Delmas fait l'objet d'attaques de la part des gangs depuis de nombreuses semaines.

La dernière attaque des gangs de « Viv ansanm » contre les habitants de Solino s'est déroulée le 15 août. Durant cette attaque, les habitants des quartiers comme Solino, Fort national, entre autres, ont vécu l'horreur. Plusieurs personnes sont mortes dont un policier selon certaines sources.

Une travailleuse qui a vécu cette journée d'horreur en témoigne :

« C'est la 7e attaque que le quartier a vécue. Et à chaque fois c'est un enfer. On vit en permanence avec la peur au ventre. Au début c'était les bandits de Bel-air dirigés par un certain de Kempes. Mais depuis

février ce sont tous les gangs criminels du « Viv ansanm » que se liguent contre la zone.

En général, au moment des attaques je suis absente, car je travaille comme ouvrière au parc Sonapi. Quand il faut rentrer, s'il y a un passage je dois traverser à pied tous les lieux d'affrontement, me plier sous les tirs en empruntant des ruelles sombres pour arriver à la maison. Sinon il faut rester dans la rue et trouver un endroit où passer la nuit.

Pour ceux qui n'ont pas le privilège comme moi de passer la journée au travail, ils sont obligés de se barricader chez eux. Et même à la maison, ils ne sont pas à l'abri

d'une balle perdue.

Pour l'attaque du 15 août, j'étais chez moi, car c'était un jour férié. Les tirs, les rafales ont retenti toute la journée. Nous nous sommes mis à l'abri sous le lit, sous la table, parfois contre le mur de la pièce. À un moment donné, nous avons perdu tout espoir en voyant s'élever des colonnes de fumée des maisons en feu.

Si la zone de Solino n'est pas encore tombée aux mains des gangs, elle le doit à la vaillance de la population qui résiste. Je peux en témoigner, la population a la capacité de se défendre, elle finira par défaire les gangs armés. » ■

## LES FILLES DES QUARTIERS POPULAIRES GRANDES VICTIMES DES GANGS

En général sans défense face au déchaînement de la violence et au chantage des bandits qui sévissent en toute impunité dans les quartiers populaires, les fillettes payent un lourd tribut dans cette terreur que livrent les bandes armées aux masses exploitées. Viols en série, tortures, assassinats, les malfrats ne reculent devant rien pour assouvir leurs instincts bestiaux.

Sur la zone industrielle, les mères ouvrières partagent entre elles la souffrance qui est la leur en apprenant, au détour d'un changement de comportement ou d'humeur de leurs filles, les viols que ces dernières subissent d'un petit malfrat armé érigé en chef dans le quartier. Parfois, c'est un voisin qui attire leur attention sur la pression que subissent ces filles de la part d'un ou de plusieurs de ces voyous.

Élevant souvent seules leurs enfants et obligées de laisser tôt la maison pour se rendre à leur travail, ces mamans n'ont pas assez de temps pour s'occuper de leurs enfants comme elles voudraient le faire. Obligées qu'elles sont d'aller gagner leur vie, pour un salaire de misère qui suffit à peine à se nourrir et payer le loyer. Donc pas question de scolarité ni d'habits, de transports pour ces gamines. Le défi est

insurmontable, même dans les familles où les deux parents sont présents.

Béthanie 43 ans, mère de trois enfants dont deux filles, de 16 et 13 ans et un petit garçon de 7 ans, travaille dans une usine de sous-traitance au parc Sonapi, elle témoigne : « Je suis détruite en apprenant les exactions d'un gangster du quartier sur ma première fille. Ma chair est morte, je ne vis plus. Je voudrais bien rester avec eux dans la maison pour les protéger, mais hélas, qui va leur apporter quelque chose à manger ? Le soir en arrivant, parfois, elle vient se jeter dans mes bras, et elle et moi pleurons pendant une bonne partie de la nuit. Depuis la mort de leur père, nous avons hérité de la petite maison qu'il avait construite. Nous n'avons nulle part où aller. »

Edwuine, 37 ans, enseignante, mère d'une fille de 15 ans. Des voisins qui ont vu les

bandits s'approcher de l'enfant ont alerté la maman. Un soir, dans l'intimité, sa fille lui a raconté. Mais avant que les bandits ne passent à l'acte, elle l'a hébergée chez une tante dans un autre quartier. Sa fille lui manque car elles vivaient seules dans la maison. Sachant qu'elle n'est pas à l'abri même là où elle est, elle pense sans cesse à sa fille.

Les témoignages tous plus poignants les uns que les autres, s'enchaînent entre les ouvrières chaque fois qu'elles en ont l'occasion ; sur les chemins qui les ramènent chez elles, lors de la pause, etc. L'une d'entre elles a déclaré une fois : « en nous maintenant dans la pauvreté bien que nous travaillions durement, l'État et les patrons ont créé une situation favorable aux gangs criminels. Pour nous libérer, il faut libérer la société du joug de tous ces exploiters. » ■

## AGGRAVATION DE LA SITUATION SANITAIRE DES PLUS PAUVRES

Les rares structures sanitaires publiques du département de l'Ouest qui rendaient un tant soit peu quelques services à la population n'ont pas résisté à la fureur des gangs. C'est le cas aussi de nombreux hôpitaux et cliniques privés qui ont cessé leurs activités. Selon certains chiffres, 70% des infrastructures sanitaires, hôpitaux, cliniques, pharmacies, laboratoires de l'aire métropolitaine ont été vandalisés depuis 6 mois.

L'Hôpital de l'Université d'État d'Haïti, l'HUEH, considéré jadis comme le plus grand centre de formation des cadres de santé, le premier hôpital de référence pour tout le pays, est aujourd'hui dysfonctionnel. Les bandits armés avaient pris possession de ses locaux pour s'attaquer au Palais national dont il est limitrophe. Après plusieurs tentatives infructueuses, l'actuel gouvernement a renvoyé aux calendes grecques la reprise de ses activités.

C'est un parcours du combattant pour une famille pauvre qui doit faire face à une urgence médicale ou se procurer des soins pour une affection régulière. Devenus extrêmement rares et chers, les coûts de la santé sont hors de portée des familles qui sont au chômage ou qui gagnent peu.

Une famille ouvrière au chômage

raconte ses péripéties pour faire opérer un fils de 14 ans, victime récemment d'un traumatisme. Tombé du haut d'un arbre, l'enfant est sorti avec une fracture des deux os de l'avant-bras et une luxation claviculaire homolatérale.

Pris de panique et en pleurs, ayant réuni le peu d'argent dont ils disposaient, les parents sortaient arpenter les rues avec l'espoir de trouver un endroit pour hospitaliser le gamin. Les premières démarches se sont révélées vaines. Une des cliniques de l'hôpital Médecins Sans Frontières leur a refusé l'hospitalisation. Ils se sont rendus ensuite dans un cabinet privé. Mais l'argent dont ils disposaient pouvait à peine payer la consultation.

Le lendemain, un proche les a aidés à faire une radiographie. De retour dans le cabinet privé pour le suivi, le médecin

orthopédiste leur a dit que ses honoraires pour l'intervention chirurgicale étaient de 147.000 gourdes, en dehors des frais d'hospitalisation et de l'achat des médicaments. Un montant qui a été confirmé auprès d'autres médecins.

Multipliant les contacts auprès d'autres connaissances, le garçon fut hospitalisé finalement à l'hôpital « la Paix », l'hôpital public où convergent tous les malades issus de la population pauvre depuis la cessation des services de l'HUEH. Au terme de 10 jours d'hospitalisation, le garçon fut opéré. Selon les parents, les mauvaises conditions de l'hôpital, l'absence de moyens pour prendre en charge les patients, les péripéties encourues avant l'intervention passent après. Seul compte à leurs yeux, l'espoir pour l'enfant de retrouver l'usage futur de son membre. ■

## ÉTAT DES ROUTES : UNE CATASTROPHE

Que révèle l'état des routes de la capitale si ce n'est que l'incurie, l'abandon complet de tout service public à la population par une classe dirigeante de plus en plus corrompue, pillarde et parasitaire ?

L'état calamiteux des routes de la capitale et des villes de province est le reflet de la médiocrité, de l'incurie et de l'insouciance de cette classe dirigeante. Aucune nouvelle infrastructure routière n'a vu le jour dans la capitale depuis des décennies. Alors que la population s'accroît, de nouveaux quartiers se dressent là où il n'y avait rien. Mais ce sont les mêmes routes restreintes, sans drainage des eaux, sans trottoir, que parfois les autorités s'amusaient à revêtir de quelque couche d'asphalte en guise d'entretien, qui persistent. L'élargissement des territoires des gangs

leur a donné le prétexte pour abandonner le peu qu'elles faisaient.

Toutes les routes de la capitale sont en très mauvais état. Dans certaines zones elles sont complètement détruites. À leur place il y a seulement des ornières, des cuvettes, des fossés, etc.

Prenons par exemple le tronçon « Trois mains-Gérald ». Cette route dessert l'aéroport international, elle connecte les communes de Port-au-Prince, de Delmas et de Tabarre. Sur toute la longueur du tronçon, les immondices, les flaques de boue, des alluvions remplacent la

chaussée. À proximité du ministère de la Santé publique, il y a une vaste décharge qui déborde largement sur la route. C'est un cimetière à ciel ouvert où l'on vient jeter des cadavres.

Les riverains, les usagers de cette voie ne cessent de se demander comment il est possible qu'une route menant à un aéroport international et de surcroît à un ministère, soit dans un tel état d'insalubrité.

L'état de nos routes est à l'image de ceux qui dirigent cette société ; celle de sa bourgeoisie qui n'a aucune gêne à engranger des richesses dans la boue et le sang. ■

## LE GOUVERNEMENT PROPOSE, LES GANGS DISPOSENT

Réduites à une bande de vauriens par les bandes criminelles, les autorités veulent faire croire le contraire. Ainsi, elles ont annoncé le lancement de plusieurs chantiers dont elles savent qu'ils seront sans lendemain. En plus de jeter de la poudre aux yeux de l'opinion, cela leur permettra de prendre soin de leurs familles politiques en les casant, de trouver des prétextes pour siphonner les caisses de l'État à leur profit.

Un Comité de pilotage de la conférence nationale pour Haïti

Le vendredi 23 août, le « Collège Présidentiel des 9 présidents » a procédé à l'installation des membres du « Comité de pilotage de la conférence nationale ». Inscrit dans un accord dit « accord du 3 avril » dont a accouché l'actuel Exécutif, ce comité de pilotage a pour mission de « faire des consultations pour aboutir à la révision de la Constitution, d'élaborer un nouveau projet de société pour Haïti, d'établir de nouvelles relations entre l'État et la société civile et les partis politiques, de même que d'élaborer les principales réformes dans le système juridico-politique ».

La population n'a pas eu vent des luttes au sein du collège présidentiel pour choisir les 9 membres de cette nouvelle coquille vide. Un exploit depuis l'arrivée de cet Exécutif. Cette fois-ci, le linge sale a été bien lavé en famille.

Rentrée des classes fixée au 1er octobre 2024

Le gouvernement de Gary Conille a fixé la rentrée scolaire de la nouvelle rentrée académique au 1er octobre 2024 autour du thème « Restaurer l'autorité de l'école ». Le calendrier comporte 188 jours de classe qui totalisent 940 heures de cours pour l'enseignement fondamental et 1128 heures de cours pour l'enseignement secondaire et 11 jours de congé.

Le gouvernement compte engager un certain nombre d'actions prioritaires, entre autres la libération des espaces scolaires occupés par des personnes déplacées, un appui de 15 à 20 mille gourdes aux parents, l'inauguration de 17 nouvelles écoles publiques et la réhabilitation de 111 lycées et écoles nationales.

À ces fins, le gouvernement prévoit de décaisser 4,2 milliards de gourdes des caisses de l'État. Si on peut être sûr de la mobilisation de ces fonds, on est par contre circonspect sur la réalisation des objectifs. En général, les projets sont élaborés au nom de la population, l'argent décaissé aboutit dans les poches des proches du pouvoir. ■

## LES TRAVAILLEURS NE MANGENT PAS À LEUR FAIM

Après les prélèvements obligatoires et les taxes, le salaire net des travailleurs sur la zone avoisine les 500 gourdes à la journée, soit 3,7 dollars pour 8 heures de travail. Le plat le moins cher, un bol de riz arrosé sans viande coûte 300 gourdes. Pour ajouter un pilon de poulet, il faut 50 gourdes de plus. Un petit bidon d'eau fraîche ou de jus coûte 60 gourdes, le transport en commun aller et retour pour le circuit le plus court, 100 gourdes. Au total 510 gourdes rien que pour le repas de la pause midi et le transport.

Mais pour avoir de quoi ramener à la maison, les travailleurs ne prennent pas ce repas. Ils jonglent avec quelques morceaux de pain, des petits bonbons, un peu d'eau sucrée pendant la journée. Pas étonnant qu'ils

souffrent de malnutrition, qu'ils meurent jeunes. Le capitalisme, c'est le sacrifice de la classe ouvrière au profit de quelques parasites. Il faut s'en débarrasser. ■

### Les petites marchandes disparaissent aussi

La fermeture des entreprises n'a pas seulement mis au chômage des milliers de travailleurs mais a entraîné dans son sillage la disparition de milliers d'emplois indirects. Au parc Sonapi, les allées où les marchandes de nourriture cuite étalaient leurs petits commerces sont vides. Les portes de leurs maisonnettes sont fermées à clef. Ce sont des milliers de familles pauvres qui se retrouvent sans activité de survie car autour d'une petite marchande, il y a toujours deux ou trois aides. ■



# DES FRAIS SCOLAIRES PAYÉS AU PRORATA DES HEURES DES COURS DISPENSÉS

L'idée peut paraître bizarre mais elle a germé dans la tête de certains parents quand ils ont constaté avec quel génie des directeurs d'école font payer aux parents la totalité des frais scolaires pendant l'année alors qu'ils se soucient peu de la quantité et

de la qualité de l'instruction qu'ils donnent aux enfants.

Alors que 1128 heures de cours sont programmées pour l'enseignement secondaire pour l'année scolaire de 2024, moins de 50% de ces heures seront effectivement dispensées.

C'est ce qui arrive malheureusement depuis de nombreuses années. Avec le temps, la qualité de l'éducation périclité au grand dam des masses populaires qui n'ont pas d'alternative pour se rattraper mais effectivement, elles ont raison de ne payer que des heures reçues.■

## DANS LES ENTREPRISES

Nous publions ci-après l'éditorial du bulletin d'entreprise PAWÒL TRAVAYÈ du 6 septembre 2024.

# PAWÒL TRAVAYÈ

## Se nan batay nap chanje sitiyaasyon nou !

Gouvènman Gary Conille an ansanm ak direktè Polis la, Normil Rameau, anonse yo lanse yon gwo operasyon kont asasen Viv Ansanm yo nan katye Bèlè, anba Delma ak Solino depi mèkredi 28 out ki sot pase la.

Depi plizyè lane, popilasyon nan katye sa yo ap viv anba diktati gang kriminel sa yo. Lavi tout travayè, malere, malerèz, sitou ti medam yo tounen yon lanfè. Si gang yo toujou ap fè fèt, bwè tafya, fimen dwòg, danse, chante, pou rès popilasyon an, se krim tout kalte tankou vyòl, asasina, bri bal, lapèrèz, grangou, chomaj, lavichè ki fè lavi yo.

Yon semèn aprè lansman operasyon sa yo, popilasyon nan kapital la ak nan rès peyi a pa konn vrèman sa kap pase. Okontrè, chèf gang tankou Barbecue ak Tilapli kontinye ap pwovoke Lapolis epi fè popilasyon an gwo menas nan daklarasyon yo. Barbecue rive deklare yo pral fin boule ti rès ki rete a.

Gouvènman an ap mennen operasyon pa li. Se moman pou popilasyon an ta deklannche operasyon pa li : « Bwa kale » a. Lè bwa kale te deklannche nan Kanapevè nan mwa davril 2023, tout peyi a te konn rezilta a menm jou a.

Toupatou nan katye popilè yo, abitan yo ansanm ak kèk polisye te leve kanpe ak sa yo te jwenn nan men yo, wòch, manchèt, bout bwa e mache pran bandi. Pandan yon ti tan tou kout, gang yo te fè bak, plizyè bandi te bwe dlo bouch yo. Volè sa yo pat gen lòt chwa : se kouri lage zam yo atè pou chape poul yo ak foure ke yo anba vant yo. Popilasyon an te rale yon souf pandan plizyè mwa.

Si gang yo parèt toupisan, se paske yo òganize. Mas popilè yo dwe òganize yo pou tout inisyativ yap pran tankou bwa kale kapab ateri pi byen. Sèl fason pou klas travayè a ak popilasyon rive libere tèt yo anba eksplwatasyon anndan izin yo, se lè ansanm nan tout rakwen peyi a nou ta leve kanpe kont asasen yo. Pa gen wout pa bwa. Nou te fè l, nou ka refè l ankò pi byen.

OTR-UCI, vandredi 6 septanm 2024

An nou konte sou fòs nou !

## ÉCHOS DES ENTREPRISES

### Sonapi/MBI : le chef est averti

Régnant d'une main de fer dans l'usine, celui qui se dénomme « le chef » ne laisse pas une minute de répit aux ouvriers pendant la journée de travail. Mais au moment où il s'y attendait le moins, le chef a eu un avertissement d'un module de travailleurs. En effet, ces derniers ont débrayé la semaine dernière pour réclamer une prime de 277 gourdes que le chef rechignait à leur payer.

La centaine d'ouvriers qui composaient le module ont arrêté le travail, exigeant le paiement de leur prime devant les tergiversations du responsable. Après 30 minutes d'arrêt de travail, une réunion d'urgence a été programmée avec les grévistes au bureau du personnel. Si le chef a tempêté de colère durant la rencontre, c'était pour mieux cacher sa capitulation devant les ouvriers. Car au final, il a accepté de payer la prime qu'il voulait garder dans ses poches.

**400 ouvriers en congé forcé sans solde**

Programmés pour reprendre le boulot

le lundi 26 août, le congé sans solde des travailleurs est prolongé d'une semaine. À raison de 100 camarades par module, ce sont plus de 400 d'entre nous qui sont mis au chômage forcé si l'on doit compter les autres travailleurs qui viennent en soutien à ceux des modules.

La direction ne nous a fourni aucune explication au moment de partir. Nous aurons raison de nous inspirer des luttes de nos camarades d'autres entreprises, comme ceux d'HANSAE pour revendiquer notre prime de travail en cas de congé forcé.

**Centri Group, exploitation de jour comme de nuit !**

Situé aux numéros 18 et 20 dans le parc Sonapi, Centri Group compte à présent plus d'un millier de travailleurs. L'usine avait connu un ralentissement des activités, dû à la situation de la crise sécuritaire où la majorité des usines de la zone industrielle avait fermé ses portes. Mais, Centri Goup est en train de se refaire une santé grâce au contrat de Gildan dont elle vient de bénéficier.

**Le patron envisage une section de nuit**

Pour être en mesure d'honorer les

commandes de son fournisseur, la petite boîte qui comptait quelques centaines d'ouvriers s'est renforcée. Elle compte désormais 44 modules de 15 opérateurs, sans compter les manuels et les petits chefs qui travaillent du lundi au samedi. À côté de l'équipe de jour, une section de nuit est en formation.

### Une chaleur étouffante

Entassés comme des sardines, les ouvriers se plaignent d'une forte chaleur qui les étouffe. Il n'y a pas un seul ventilateur dans cette enceinte à la toiture de tôle. La température durant la totalité de la journée de travail est insupportable. Les crises, les indispositions sont légion.

### De l'eau chaude à longueur de journée

L'eau est constamment chaude et imbuvable. Dans un environnement aussi étouffant, une température accablante, l'eau fraîche est une nécessité. Mais elle est accessible uniquement aux chefs, aux membres de la direction qui disposent des moyens d'avoir de l'eau fraîche seulement pour eux-mêmes. ■

**POUR DÉFENDRE UNE POLITIQUE CORRESPONDANT À LEURS INTÉRÊTS DANS LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS, COMME DANS LES LUTTES À VENIR, LA CLASSE DES PAUVRES A BESOIN D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE.**

**TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES, JOBEURS, CHÔMEURS, INTELLECTUELS, JEUNES DÉCIDÉS À SE METTRE AU SERVICE DES PAUVRES, PARTICIPEZ À LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE.**

**CONTACTEZ NOS MILITANTS, FAITES CIRCULER LES IDÉES ET LE MATÉRIEL DE L'ORGANISATION, DEMANDEZ VOTRE ADHÉSION.**